



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et Autoroutes Sud de France (ASF) relative à la réalisation du franchissement de l'autoroute A9 et A709 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre des grands projets d'infrastructures au sud de la Métropole, dans les secteurs Cambacérès et Odysseum, plusieurs conventions ont été établies avec Autoroutes du Sud de la France (ASF) pour rétablir les circulations de part et d'autre de l'autoroute A9 déplacée et d'assurer un accès direct au pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France.

En 2014, par le biais d'une convention de financement approuvée par délibération n°12549 du 1^{er} octobre 2014 et, par le biais d'un avenant n°1 à cette convention, approuvé par délibération n°M2019-157 du 22 mars 2019, il a été décidé que la Métropole prenait en charge le financement intégral des études de conception et travaux des deux ouvrages d'art de franchissement de l'infrastructure autoroutière A709 et de l'autoroute A9 déplacée. La maîtrise d'ouvrage de ces projets a été confiée à ASF en 2014.

Depuis, des travaux supplémentaires pour le compte de la Métropole ont été programmés par ASF. Ces travaux étant strictement liés à la réalisation de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A709, il convient d'établir un second avenant à la convention existante afin d'affecter l'ensemble des dépenses afférentes au projet. Les travaux supplémentaires concernés par le présent avenant n°2 concernent :

- La réalisation du mur de soutènement jouxtant la parcelle SL110, dit « *Plantin* » ;
- La réalisation de la rampe provisoire d'accès nord à l'ouvrage est (remblais provisoires, couche de forme, voiries provisoires, trottoirs, assainissement provisoire et dispositifs de retenue provisoires) pour permettre la mise en circulation de l'ouvrage construit au cours de la 1^{ère} phase ;
- La mise en œuvre d'une protection anti-graffiti sur les appuis de l'ouvrage et préparation des surfaces en vue de l'embellissement artistique des appuis ;
- La prise en compte des impacts liés à l'interception du réseau d'eaux usées lors des travaux de fondations profondes de l'ouvrage est ;
- La réalisation des travaux préparatoires d'aménagement de la nouvelle zone de stockage nord-ouest et le déplacement des installations de chantier en mars 2024.

Le coût des travaux supplémentaires sus mentionnés, y compris frais de maîtrise d'ouvrage, s'élève à 1 708 964 €. Au regard de la gestion des contrats en phase travaux, le coût des travaux supplémentaires sus mentionnés, s'élève à 0,75 M€ HT. Soit un total indicatif prévisionnel de 12,95 M€ HT hors acquisitions foncières.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de financement de la réalisation du franchissement de l'autoroute déplacée et d'étude du franchissement de l'autoroute existante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-257693-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 231227_ Avenant n2 v1.0.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.